

Compte-rendu du déjeuner avec Françoise Grossetête

Députée européenne

22 Novembre 2017

Le 22 novembre, les membres du Cercle des Réseaux ont rencontré Françoise Grossetête, députée européenne française du PPE, membre des commissions de l'environnement et de l'industrie (suppléante). Le déjeuner a été l'occasion d'un échange sur la stratégie industrielle de l'UE, le futur de la relation franco-allemande et l'influence française à Bruxelles en amont des élections européennes de 2019.

UNE STRATEGIE INDUSTRIELLE BIENVENUE MAIS QUI ARRIVE SUR LE TARD

La Commission européenne a présenté le 13 septembre sa stratégie industrielle pour l'UE qui répond à une prise de conscience des institutions européennes quant à la nécessité de déployer un plan d'action coordonné et commun. Elle regroupe toutes les initiatives horizontales et sectorielles déjà lancées et vise à prendre en compte l'ensemble des défis auxquels sont confrontés les acteurs industriels européens (numériques, environnementaux, concurrence...).

Une stratégie qui arrive tard

Du côté du Parlement européen, cette stratégie, et cette prise de conscience sont accueillies de manière très favorable. Mais comme Françoise Grossetête l'a souligné, ces initiatives arrivent tard, à moins de deux ans de la fin du mandat, alors que les élus déplorent depuis longtemps le manque d'approche européenne en matière de politique industrielle. En cause, la stratégie de rationalisation législative de la Commission « *Better Regulate* ». Après un trop plein de propositions du temps de la Commission Barroso, les premières années de la Commission Juncker ont été marquées par un nombre très limité de propositions, poussant les députés européens à multiplier les rapports d'initiative. L'impression d'avoir perdu du temps en début de mandat prévaut donc du côté du Parlement, surtout sur des sujets aussi stratégiques qui nécessitent le temps de la réflexion et des débats parlementaires.

Une stratégie industrielle très large dans laquelle la France doit s'inscrire

Malgré son retard, la stratégie industrielle proposée par Jean-Claude Juncker a le mérite de « faire bouger les choses ». Françoise Grossetête s'est félicitée de la portée des propositions qui couvrent notamment les questions de cybersécurité, la libre circulation des données à caractère non-personnel, les défis de la mobilité, la protection de la propriété intellectuelle ou encore l'encadrement des marchés publics et la finance durable. Surtout, la députée s'est montrée très satisfaite des propositions visant au filtrage des investissements étrangers directs, et le renforcement des instruments de défense commerciale qui témoignent d'une volonté de la Commission d'agir sur les défis de la mondialisation, et notamment de lutter contre la concurrence chinoise.

Mais dans le débat sur la politique industrielle, Françoise Grossetête constate que les positions françaises sont parfois encore isolées, elle le constate particulièrement dans le secteur de la défense. Les intérêts français se confrontent à la volonté allemande de dominer l'ensemble de la stratégie industrielle européenne, dans tous ses domaines. Si l'Allemagne constitue un partenaire essentiel, la députée a insisté sur l'urgence pour la France de développer une position forte, et de la porter activement au niveau européen, afin de devenir un « partenaire challenging » pour l'Allemagne, et ainsi rééquilibrer la relation.

Par ailleurs la députée a longuement insisté sur la nécessité d'une prise de conscience en matière de politique d'investissement. Cette inquiétude porte notamment sur le domaine des batteries, comme souligné par les membres du Cercle des Réseaux. S'il s'agit de développer une stratégie industrielle ambitieuse, il faut surtout mieux cibler les investissements afin d'encourager l'innovation et la recherche européenne, et développer une valeur ajoutée européenne. Dans le secteur des batteries il s'agit donc d'éviter de répéter le scénario du photovoltaïque qui a vu l'industrie chinoise tirer le plus grand parti des efforts d'investissement européens. Les membres du Cercle ont souligné l'importance d'être vigilant pour que le budget européen ou le Plan sur les investissements de long terme ne viennent pas financer des entreprises de pays tiers.

Des obstacles qui persistent

Premier obstacle à une stratégie industrielle européenne ambitieuse et efficace, le manque de moyens de l'UE. Pour Françoise Grossetête l'Europe manque d'outils, ne pouvant s'appuyer que sur l'action réglementaire dont l'impact reste limité. La députée a aussi souligné la difficulté pour l'UE à financer le lancement de projets. Pour être vraiment efficace l'UE devra obtenir des ressources propres pour agir. En cela la position pro-européenne du Président Macron suscite des espoirs.

En matière d'investissement, les membres du Cercle ont souligné que malgré le Plan d'Investissement pour l'Europe – « Plan Juncker » - la BEI restait timide et frileuse au risque, en raison principalement de sa lecture des investissements sous le prisme du risque bancaire. De la même manière les membres ont relevé le manque d'ambition de la politique de Recherche européenne, tout en soulignant cependant une volonté nouvelle d'exploiter et financer davantage de projets mises en œuvre en Europe, et d'adopter une approche proactive.

LA FRAGILITE ALLEMANDE ET L'OPPORTUNITE FRANÇAISE

Alors que la Chancelière allemande, Angela Merkel se retrouve fragilisée, suite aux dernières élections générales et son échec à former, pour l'instant, un gouvernement de coalition, les membres du Cercle ont interrogé Françoise Grossetête sur la dynamique et les enjeux de la relation franco-allemande au niveau européen.

Une fragilité allemande nouvelle

La désignation de Paris comme nouvelle ville hôte pour l'Agence Bancaire Européenne, en finale contre Dublin, et la non-sélection de Francfort, qui semblait une évidence pour les Allemands, témoigne d'une fragilité allemande nouvelle à l'échelle européenne. Ce choix fait pour l'EBA s'explique notamment, selon Françoise Grossetête, par la politique d'austérité menée par l'Allemagne, et très mal vécue par ses partenaires, en particulier ceux d'Europe du Sud. Il s'agirait donc avant tout d'un choix politique et d'un signal envoyé à l'Allemagne.

Cette fragilité européenne se trouve renforcée par les difficultés nationales que rencontre la chancelière allemande, pourtant « l'une des femmes les plus puissantes du monde », à former un gouvernement. Selon Françoise Grossetête cette difficulté est aujourd'hui difficile à accepter pour les élus allemands au Parlement européen, et pourrait les encourager à être encore plus actifs et unis pour défendre leurs intérêts, notamment du côté de la CDU et de la CSU.

Une opportunité pour la France, un risque pour l'Europe

Cette fragilité allemande n'est néanmoins bonne pour personne, et il ne faudrait pas qu'elle se prolonge trop longtemps. Cependant elle ouvre une opportunité pour la France de renforcer sa place dans le jeu européen, et pour l'Europe de se réformer. Une opportunité à ne pas rater à l'approche des élections européennes de 2019.

Les six premiers mois du président Emmanuel Macron ont été très bien accueillis au niveau européen, en particulier comme l'a souligné la députée, après l'absence française de ces dernières années. Le discours d'Emmanuel Macron sur la mise en place de listes européennes transnationales a par exemple trouvé des échos inattendus à l'étranger comme en Espagne ou en Italie. Au niveau européen le Président français tend à devenir une référence y compris pour des élus étrangers.

Cependant, pour Françoise Grossetête, cette influence ne perdurera que si les réformes engagées réussissent. L'UE attend de la France des résultats concrets en particulier en matière de réduction de la dette, d'équilibre de la balance commerciale, de relance de l'emploi. La France doit montrer sa capacité à faire des économies. Si Emmanuel Macron y parvient, Françoise Grossetête estime qu'il pourra devenir le « patron de l'Europe ».

Une coopération franco-allemande qui reste limitée

Interrogée par les membres de Cercle sur l'état de la coopération franco-allemande sur les questions industrielles, Françoise Grossetête a admis que du côté de la CDU/CSU il y avait encore peu de volonté de « tendre la main » vers la France. Cependant la députée a constaté au cours des derniers mois un changement de point de vue des élus allemands au Parlement européen, et une volonté d'adopter une approche plus européenne. L'intérêt allemand est aussi que l'Europe fonctionne.

Ainsi, dans le cadre de la fusion Alstom-Siemens, les Allemands se sont réjouis de la création d'un champion européen pour lutter contre la concurrence des Etats-tiers. Il s'agit d'une rupture fondamentale dans le discours politique allemand. Mais au-delà d'une révolution idéologique, Françoise Grossetête explique ce revirement par la menace que fait aujourd'hui

peser la concurrence chinoise à l'industrie allemande. Cela a notamment été le cas dans le secteur de l'acier, et seule la mobilisation de l'Allemagne a finalement permis de mobiliser la Commission pour mettre en place des instruments de défense.

En matière de politique industrielle il est donc encore nécessaire que les Allemands se mobilisent afin d'avancer au niveau européen. Pour la députée les élus et décideurs Français ont encore beaucoup à apprendre des Allemands dans la défense des intérêts nationaux.

L'HORIZON 2019 & LES ELECTIONS EUROPEENNES

Les élections européennes de 2019 constitueront un tournant alors que l'Europe est confrontée à une montée en puissance des partis nationalistes. En France, malgré la victoire d'Emmanuel Macron, les leaders eurosceptiques bien que fragilisés peuvent refaire surface en période de campagne. Pour Françoise Grossetête il est donc crucial que les partis politiques prennent la pleine mesure du défi et du danger.

Quel format pour les élections européennes ?

Alors que le président Emmanuel Macron a ouvert la question d'instituer des listes nationales pour les élections européennes de 2019, Françoise Grossetête a insisté sur le risque d'une telle approche en ce qu'elle favorise les partis des extrêmes. Cependant, comme l'a souligné la députée, le parti En Marche ne dispose pas d'implantations locales et régionales solides. Une grande circonscription nationale serait donc plus favorable à la majorité présidentielle. Du côté français seul les membres du PPE sont particulièrement opposés à cette option. C'est un pari qui pourrait fonctionner pour le parti du président, mais tout dépendra de la manière dont la présidence d'Emmanuel Macron sera ressentie d'ici un an. Or la décision doit être prise rapidement.

Par ailleurs, Françoise Grossetête a indiqué que, suite au retrait britannique, la France devrait pouvoir récupérer au moins quatre sièges supplémentaires au Parlement européen. En effet la France, qui dispose actuellement de 74 sièges est sous-représentée par rapport aux autres grands Etats membres, proportionnellement à sa population. Un certain nombre de sièges britanniques devraient être attribués à quelques autres pays, tandis que 50 au moins des 73 sièges laissés vacants devraient être mis en réserve, en vue de potentiels futurs élargissements de l'UE.

Quelle relève française au Parlement européen ?

Alors qu'un certain nombre d'élus devraient ne pas se représenter aux prochaines élections européennes la question de la relève se pose. Pour Françoise Grossetête il est crucial que les partis comprennent et fassent le choix d'envoyer des candidats prêts à travailler. Elle recommande pour cela de mieux contrôler l'action des nouveaux élus européens en premier mandat, en les limitant à cette seule fonction, et de ne les laisser se représenter pour un deuxième mandat que si leur action a été satisfaisante.

L'enjeu sera donc d'éviter une montée des extrêmes, et d'arriver au Parlement européen avec une délégation française la plus « europhile » possible, et prête à travailler. Alors que l'influence française au Parlement est fragilisée par la grande diversité des partis représentés, il sera aussi stratégique de voir quelles majorités se dégagent des prochaines élections.

Du côté du PPE les élections se préparent déjà. Le Parti Populaire Européen devrait désigner son chef de file, qui sera donc le candidat à la présidence de la Commission européenne, lors de son congrès en Novembre 2018. Les réflexions sont en cours...
